



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 20 (2026)

Faits saillants

- ❖ Région : le 48^e sommet de l'ASEAN place la résilience économique, la sécurité énergétique et la sécurité alimentaire au cœur des priorités
- ❖ Philippines : la France rejoint, aux côtés de sept autres pays, le *Luzon Economic Corridor*, initiative indo-pacifique dédiée aux infrastructures, à l'énergie et au numérique
- ❖ Indonésie : MSCI retire six grandes valeurs indonésiennes de son indice sur fond d'inquiétudes sur la gouvernance du marché

LE CHIFFRE À RETENIR

312 Md

USD

Le Vietnam triple son plan d'investissement public 2026-2030 par rapport au cycle précédent

Région

48^e Sommet de l'ASEAN : la résilience économique au cœur des priorités

Le 48^e sommet de l'ASEAN, organisé les 7 et 8 mai à Cebu sous la présidence des Philippines, s'est tenu dans un contexte international marqué par les tensions au Moyen-Orient, la volatilité des marchés énergétiques et les perturbations persistantes des chaînes d'approvisionnement mondiales. Sous le thème « Gouverner notre avenir, ensemble », les dirigeants ont placé la résilience économique régionale au centre des échanges. L'un des principaux axes du sommet a porté sur la sécurisation des approvisionnements énergétiques. Face aux risques de rupture et à la hausse des prix, les États membres ont appelé à accélérer la ratification de l'Accord-cadre sur la sécurité pétrolière de l'ASEAN (APSA), conçu pour renforcer la coordination régionale en cas de crise énergétique. La sécurité alimentaire a constitué le second point fort des discussions. Les dirigeants ont insisté sur le renforcement des mécanismes régionaux de surveillance agricole à travers le Système d'information sur la sécurité alimentaire de l'ASEAN (AFSIS) et sur une meilleure mobilisation des réserves d'urgence.

Les compagnies aériennes d'Asie du Sud-Est entre reprise du trafic et choc pétrolier

L'industrie aéronautique de l'Asie du Sud-Est affiche une résilience contrastée en 2026, marquée par une demande soutenue en transport aérien mais fragilisée par l'envolée des prix du carburant et les tensions géopolitiques. Singapore Airlines, principal acteur régional, a enregistré un bénéfice opérationnel de 1,9 Md USD pour l'exercice clos en mars 2026, en hausse de 57 % sur un an, grâce à une fréquentation robuste, mais son résultat net a chuté de 57 % à 0,9 Md USD, pénalisé par la performance d'Air India (dont elle détient 25,1 %) et l'absence de gains exceptionnels. Le conflit au Moyen-Orient, déclenché fin février, a entraîné un doublement des prix du kérosène, dont l'impact complet sur les coûts des compagnies, souvent indexés avec décalage, ne se répercutera pleinement qu'en 2026/2027. Thai Airways, malgré une hausse de 3 % de son résultat net trimestriel à 312,0 M USD, a réduit ses vols et relevé ses tarifs de 10 à 15 % pour absorber la hausse des coûts, tandis que Vietjet Aviation et Vietnam Airlines ont affiché des profits en hausse au premier trimestre. Les compagnies régionales profitent par ailleurs d'un report de trafic depuis les hubs du Moyen-Orient, avec une hausse de 25 % des tarifs fret Asie du Sud-Est-Europe par rapport à l'avant-guerre. Cette dynamique incite Singapore Airlines et Thai Airways à renforcer leurs liaisons vers l'Europe, notamment vers Manchester, Milan, Madrid et Amsterdam, pour capitaliser sur la demande. L'incertitude persiste toutefois, les coûts énergétiques devant peser davantage sur les résultats au second trimestre 2026.

Indonésie

Viellissement de la population : un enjeu pour la trajectoire de croissance et les finances publiques indonésiennes

L'Indonésie est officiellement entrée dans une phase de vieillissement démographique, selon les résultats de l'enquête intercensitaire SUPAS publiés par BPS Statistics. La part de la population âgée de 60 ans et plus atteint désormais 11,9 % en 2025, contre 7,6 % en 2010, franchissant pour la première fois le seuil de 10 % retenu par les Nations unies pour caractériser une population vieillissante. Alors que la population totale s'élève à 284,7 millions d'habitants, la croissance démographique a ralenti à 1,1 % par an au cours des cinq dernières années. Cette mutation s'accompagne d'un recul continu du taux de fécondité, passé de 2,4 enfants par femme en 2010 à 2,13 en 2025, désormais proche du seuil de renouvellement des générations fixé à 2,1. Dans le même temps, la part de la population en âge de travailler (15-64 ans) reflue à 68,9 %, après avoir culminé à 69,3 % en 2020, tandis que le ratio de dépendance remonte à 45 % pour la première fois. Cette transition démographique fait peser des risques croissants sur le potentiel de croissance et les finances publiques, alors que plus de 60 % de la population active demeure employée dans le secteur informel, sans

protection sociale adéquate, ni système de retraite. Ces dynamiques démographiques traduisent ainsi un double défi : préserver la dynamique de croissance, tout en renforçant les capacités du système de santé, le système des retraites et les dispositifs de prise en charge d'une population vieillissante.

Pertamina relève à nouveau les prix de certains carburants non subventionnés

La société pétrolière publique Pertamina a procédé à une nouvelle hausse des prix des carburants non subventionnés en Indonésie (cf. brève semaine 17), dans un contexte de volatilité persistante des marchés pétroliers internationaux et de pression accrue sur la roupie. Le 4 mai, le prix du diesel Pertamina Dex a été relevé de 16,7 %, passant de 23 900 IDR à 27 900 IDR (1,6 USD) par litre (soit une hausse totale 107 % depuis le début de l'année), tandis que le Dexlite atteint désormais 26 000 IDR (1,5 USD), contre 23 600 IDR auparavant (+10,2 % par rapport au mois précédent et 96 % par rapport à son prix en début d'année). L'essence Pertamax Turbo (RON 98) progresse également à 19 900 IDR (1,1 USD) par litre, contre 19 400 IDR précédemment (+2,5 % et + 57 % depuis janvier). À l'inverse, les prix des deux carburants subventionnés, le Peralite (10 000 IDR par litre) et le Biosolar (6 800 IDR), demeurent inchangés, conformément à l'engagement du gouvernement de préserver leur accessibilité jusqu'à fin 2026. Cette politique accentue toutefois les distorsions tarifaires entre carburants subventionnés et non subventionnés, l'écart entre le Biosolar et le Dexlite atteignant désormais près de 19 200 IDR par litre. Le maintien de prix administrés inférieurs aux niveaux de marché continue par ailleurs de peser sur la situation financière de Pertamina, contrainte d'absorber temporairement une partie des pertes liées à la distribution de certains carburants, dans l'attente des mécanismes de compensation budgétaire de l'État.

		Prix par litre				Hausse depuis le 1er janvier
		01/01/2026	01/03/2026	18/04/2026	04/05/2026	
Diesel	<i>Biosolar</i>	6800	6800	6800	6800	0 %
	Dexlite	13250	14200	23600	26000	96 %
	Dex	13500	14500	23900	27900	107 %
Essence	<i>Pertalite</i>	10000	10000	10000	10000	0 %
	Pertamax	11800	12300	12300	12300	4 %
	Green 95	12450	12900	12900	12900	4 %
	Pertamax Turbo	12700	13100	19400	19900	57 %

MSCI sanctionne plusieurs grandes capitalisations indonésiennes

MSCI a annoncé, le 12 mai, le retrait de six grandes capitalisations indonésiennes de son indice MSCI Indonesia Global Standard Index, parmi lesquelles Barito Renewables Energy, Chandra Asri Pacific et Dian Swastatika Sentosa, comptant parmi les principales sociétés

cotées du pays, actives notamment dans les secteurs des matières premières, des énergies renouvelables et de la pétrochimie. Parmi les six entreprises retirées du Global Standard Index, seule Sumber Alfaria Trijaya est reclassée vers des indices small caps. Cette révision trimestrielle, qui prendra effet au 1er juin, s'accompagne également de l'exclusion de treize autres valeurs des indices small caps, portant à 18 le nombre total de suppressions nettes. MSCI poursuit ainsi son examen approfondi du marché d'actions indonésien, placé sous surveillance depuis janvier en raison de préoccupations persistantes relatives à la gouvernance et la transparence du marché local, la forte concentration de l'actionnariat et à l'insuffisance du flottant minimal. Selon la banque DBS, ces ajustements pourraient ramener le poids de l'Indonésie dans l'indice MSCI Emerging Markets entre 0,5 % et 0,6 %, contre près de 0,8 % auparavant, accentuant les risques de sorties additionnelles de capitaux étrangers. Les marchés ont par ailleurs réagi défavorablement à cette annonce : le Jakarta Composite Index (JCI) a reculé de 1,8 % le 12 mai et accuse désormais une baisse de plus de 22 % depuis le début de l'année, parmi les plus mauvaises performances boursières mondiales, tandis que la roupie a franchi le seuil historique de 17 500 IDR pour 1 USD (-4,7 % depuis le 1er janvier 2026), figurant parmi les devises asiatiques les plus pénalisées depuis le début de l'année. MSCI doit par ailleurs rendre en juin sa décision concernant le maintien du statut de « marché émergent » de l'Indonésie.

Malaisie

La Malaisie augmente son soutien financier aux PME et microentreprises

Le gouvernement malaisien a annoncé, le 14 mai, la mise en place d'une enveloppe de plus d'1,2 Md USD dédiée au financement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) pour l'année 2026. Ce montant représente un doublement de l'allocation initialement prévue dans le budget 2026, qui s'élevait à un peu plus de 600 M USD. Le dispositif devrait bénéficier à plus de 400 000 entrepreneurs à travers le pays, avec des financements pouvant atteindre 25 000 USD. Les fonds seront distribués via plusieurs agences publiques et institutions financières de développement, avec des taux de financement pouvant descendre jusqu'à 3 % par an. Cette nouvelle enveloppe s'ajoute aux deux principaux dispositifs de soutien déjà annoncés en faveur des MPME : *le SME Special Relief Facility* de la Banque centrale malaisienne, mécanisme destiné à soutenir les entreprises confrontées à des difficultés de trésorerie, et le programme *SJPP*, dispositif public de garantie des prêts aux entreprises. Au total, près de 3,8 Md USD de soutien financier ont ainsi été mobilisés en faveur des MPME en 2026.

La Malaisie veut accélérer la localisation industrielle de la filière Véhicules Electriques

La Malaisie a récemment renforcé sa politique d'importation des véhicules électriques (EV), en faveur d'une stratégie davantage axée sur la localisation industrielle. Dans le cadre de nouvelles lignes directrices publiées par le ministère de l'Investissement, du Commerce et de l'Industrie (MITI), les véhicules électriques importés en CBU (entièrement assemblés) devront, à partir du 1er juillet 2026, respecter un seuil minimal de valeur CIF de 49 400 USD ainsi qu'une puissance minimale de 180 kW. Les constructeurs souhaitant continuer à bénéficier d'autorisations d'importation seront également incités à présenter des engagements plus substantiels en matière d'investissement local, notamment dans l'assemblage CKD, le transfert de technologies et le développement de chaînes d'approvisionnement domestiques. Selon BIMB Research, cette mesure s'inscrit dans l'évolution progressive de la politique malaisienne en faveur des véhicules électriques, après une première phase centrée sur les incitations fiscales à l'adoption des EV et une deuxième phase de soutien à l'assemblage local. Elle pourrait contribuer à repositionner les véhicules électriques importés sur le segment premium, avec des prix de vente dépassant fréquemment 74 000 USD une fois immatriculés.

Trois entreprises locales sélectionnées dans le cadre du partenariat avec ARM

Le gouvernement malaisien a attribué, le 11 mai, des licences technologiques à trois entreprises locales (Great Asic Technology, SkyeChip et Oppstar Technology) dans le cadre de son partenariat avec le groupe britannique de semi-conducteurs Arm Holdings. Le programme vise à renforcer les capacités nationales dans le design de semi-conducteurs. Les entreprises sélectionnées bénéficieront d'un accès aux plateformes de calcul et au portefeuille de propriété intellectuelle d'Arm. Ce dispositif s'inscrit dans le cadre du partenariat stratégique annoncé en mars 2024, intégré à la Stratégie nationale sur les semi-conducteurs (NSS), qui ambitionne de développer une industrie locale de conception de puces et de former 10 000 talents spécialisés dans les circuits intégrés. Le secteur électronique et électrique (E&E) demeure un pilier des exportations malaisiennes, avec un niveau record de 175,3 Md USD en 2025, représentant 44,3 % des exportations totales. Les exportations de circuits intégrés ont également progressé de 24,3 %, portées par la demande mondiale en puces avancées, en intelligence artificielle et en technologies numériques.

Singapour

Les actions des producteurs d'huile de palme bondissent en 2026, portées par la hausse des prix et les tensions géopolitiques

Les entreprises singapouriennes spécialisées dans l'huile de palme enregistrent une performance boursière remarquable en 2026, tirée par l'envolée des cours mondiaux et les perturbations géopolitiques. Kencana Agri, groupe indonésien coté à Singapour, a vu son action doubler depuis le début de l'année, passant de 0,2 SGD (0,16 USD) fin 2025 à 0,53 SGD (0,39 USD) le 6 mai 2026, après l'annonce d'un

bénéfice net en hausse de 54 % à 18,4 M USD pour 2025. Wilmar International, premier acteur du secteur par capitalisation boursière, a progressé de 21,8 % sur la même période, atteignant 3,8 SGD (2,97 USD), après un pic à 3,99 SGD en avril, niveau inédit depuis près de trois ans. Cette dynamique s'explique par la hausse de 13 % du prix moyen du contrat à terme de l'huile de palme brute (CPO) sur le Bursa Malaysia, passant de 1 026,4 USD la tonne en décembre 2025 à 1 159,9 USD en avril 2026. Trois facteurs principaux sous-tendent cette tendance : la fermeture du détroit d'Ormuz, qui a fait flamber les prix de l'énergie et renforcé la demande pour des substituts comme l'huile de palme ; l'accélération des politiques de biocarburants en Asie du Sud-Est, avec l'Indonésie portant à 50 % la part de biodiesel dans le carburant diesel à partir de juillet 2026 (B50) et la Malaisie augmentant progressivement cette part à 15 % (B15) ; enfin, les craintes de baisse de production liées au phénomène El Niño. Cependant, les entreprises du secteur doivent aussi se préparer à des exigences accrues en matière de durabilité, notamment avec l'entrée en vigueur du règlement européen contre la déforestation en décembre 2026 et l'évolution des normes de reporting environnemental.

Sommet de l'ASEAN : Lawrence Wong prépare les orientations stratégiques de la présidence singapourienne de 2027

À l'occasion du 48^e sommet de l'ASEAN, le Premier ministre a mis en avant une vision singapourienne de la coopération régionale fondée sur l'anticipation des crises, l'ouverture économique et la connectivité. Dans un contexte international marqué par les tensions géopolitiques et l'instabilité des marchés, Singapour s'est distinguée par une approche centrée non seulement sur la gestion des risques immédiats, mais aussi sur la préparation de l'agenda régional à moyen terme, insistant sur le fait que les économies de la région doivent se préparer à « un monde marqué par davantage de ruptures et de chocs extérieurs ». À l'approche de la présidence singapourienne de l'ASEAN en 2027, Lawrence Wong a esquissé plusieurs priorités stratégiques. Il a défendu le renforcement de l'intégration économique régionale à travers la modernisation des règles commerciales, la sécurisation des chaînes logistiques et l'accélération de la transition numérique. Lawrence Wong a également rappelé que Singapour continuerait à maintenir ouverts ses hubs logistiques et ses corridors maritimes afin d'assurer la circulation des biens essentiels dans la région. En multipliant les consultations bilatérales en marge du sommet, Singapour a confirmé sa volonté d'aborder sa présidence de 2027 comme un levier d'influence économique et de structuration régionale.

Scoot renforce sa flotte avec 11 nouveaux Airbus A320neo

Scoot, filiale low-cost de Singapore Airlines (SIA), a annoncé le 7 mai 2026 la commande ferme de cinq Airbus A320neo et l'exercice d'options pour six appareils supplémentaires, portant à 20 le nombre total d'appareils de la famille A320neo commandés. Ces nouveaux avions, dont les livraisons s'échelonnent à partir de 2028, comprendront des A320neo (186 sièges) et des A321neo (236 sièges), renforçant la capacité et l'efficacité opérationnelle de la compagnie. Scoot opère actuellement une flotte de 63 appareils, incluant 24 Boeing 787 Dreamliners, 30 A320 et neuf Embraer E190-E2. En 2025/2026, la compagnie a déjà remplacé huit A320ceo par des modèles neo, plus économes en carburant, et prévoit d'éliminer ses six derniers A320ceo d'ici 2028. Les A320neo consomment jusqu'à 20 % de carburant en moins.

Vietnam

Le Vietnam porte son plan d'investissement public 2026-2030 à 312 Md USD, soit près de trois fois le niveau du cycle précédent

L'Assemblée nationale a promulgué, le 24 avril, la Résolution 27/2026/QH16 relative au plan d'investissement public à moyen terme pour cette période. Le texte prévoit une enveloppe totale de 312 Md USD, contre environ 110 Md USD sur la période 2021-2025. Le financement repose quasi exclusivement sur des ressources publiques nationales, avec environ 144 Md USD provenant du budget central et 168 Md USD issus des budgets locaux. Les investissements seront concentrés sur les infrastructures stratégiques, les grands projets nationaux, les transports (autoroutes, chemins de fer), l'énergie, la transition numérique et la transition verte. Le plan prévoit également une réduction d'au moins 30 % du nombre de projets par rapport à la période précédente afin de limiter la dispersion des investissements et d'améliorer leur efficacité, ainsi qu'un objectif de décaissement supérieur à 95 %. Selon la résolution, l'investissement public devrait représenter environ 20 à 22 % de l'investissement total dans l'économie sur la période 2026-2030. Quant au ratio investissement total / PIB, celui-ci devrait s'élever 40 % sur la période. Ce nouveau cycle marque une nette montée en puissance de l'investissement public, traduisant l'ambition des autorités vietnamiennes de soutenir la croissance et de répondre aux besoins en infrastructures du pays.

Performances financières divergentes des entreprises énergétiques vietnamiennes au T1 2026, dans un contexte de forte volatilité des prix du pétrole

Les fluctuations des prix mondiaux du pétrole au premier trimestre 2026 ont profondément redistribué les résultats du secteur, entre pression sur les coûts d'approvisionnement et effets de valorisation

des stocks. Le groupe pétrolier étatique Petrolimex a enregistré sa première perte trimestrielle en six ans, avec un résultat négatif d'environ 46 M USD, contre un bénéfice de près de 9 M USD un an plus tôt, malgré une hausse de 45 % de son chiffre d'affaires. La hausse des coûts d'achat et des dépenses opérationnelles, en progression de 19 à 32 %, ainsi que la forte volatilité des prix ont pesé sur sa rentabilité. À l'inverse, la société Binh Son Refining and Petrochemical (BSR), filiale de PetroVietnam et opérateur de la raffinerie de Dung Quát, a vu son bénéfice net bondir à environ 330 M USD, soit plus de vingt fois le niveau du premier trimestre 2025. Celle-ci a bénéficié de la vente des stocks constitués avant la crise. Pour la même raison, PV OIL, une filiale de PetroVietnam spécialisée dans la distribution et le commerce de produits pétroliers, a enregistré un bénéfice net d'environ 23 M USD (soit une multiplication de leur résultat net par 22 par rapport à leur résultat du premier trimestre 2025). PV Gas qui exploite les gisements vietnamiens, a également affiché des résultats solides, portés par la hausse des volumes et des prix du gaz. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte de forte augmentation des importations d'énergie du Vietnam au premier trimestre 2026, afin de répondre à la reprise de la demande intérieure et de sécuriser les approvisionnements dans un environnement géopolitique instable.

Révision du schéma directeur aéroportuaire 2021-2030

Le ministère de la construction a approuvé une révision du schéma directeur du réseau aéroportuaire national pour la période 2021-2030. Cette révision porte le nombre d'aéroports planifiés à 32 (dont 15 internationaux et 17 nationaux), contre 30 selon le plan initial de juin 2023. La révision intègre notamment l'ajout de l'aéroport de Tho Chu (dans la province d'An Giang), dont la capacité est fixée à 20 000 passagers par an d'ici 2030 et à 1 million à l'horizon 2050, pour un coût estimé à environ 28 800 Md de dong (1,1 Md USD). L'enveloppe totale d'investissement pour le développement du réseau est chiffrée à environ 514 000 Md de dong (environ 19,9 Md USD) d'ici 2030, mobilisés auprès de sources publiques et privées, notamment via des mécanismes de partenariat public-privé. À terme, le réseau devrait permettre à plus de 95 % de la population d'accéder à un aéroport dans un rayon de 100 km, taux supérieur à la moyenne mondiale (75 %) et comparable à celui de pays comme la Malaisie (98,1 %) ou les Philippines (93,6 %). Cette révision s'inscrit dans un effort de rattrapage infrastructurel plus large vis-à-vis de ses voisins régionaux.

Thaïlande

Le programme d'échange de véhicules anciens contre des VE est élargi au transport public, tandis que les industriels réclament une taxe de 32 % sur les VE importés

Le programme d'échange de véhicules anciens contre des véhicules à faibles émissions (approuvé le 11 avril 2026) est en cours de révision par le ministère des Finances, depuis le 12 mai en raison de difficultés d'évaluation des véhicules d'occasion (le parc de plus de 20 ans est estimé à 2 millions d'unités) et de risques de fraude. Le ministère des Transports propose de son côté d'étendre le dispositif à sept catégories de transport public représentant environ 100 000 véhicules, avec une enveloppe de 3 à 6 Md USD (10–20 Md THB) prélevée sur le décret d'emprunt de 12,4 Md USD (400 Md THB). Le département des transports terrestres prépare une réduction de 80 % de la taxe annuelle sur les VE et hybrides, avec un objectif de 300 000 nouvelles immatriculations en 2026, contre un stock cumulé de 435 630 unités. Ces mesures interviennent dans un contexte de tensions croissantes sur la politique industrielle automobile. Par ailleurs, une coalition de dix associations a soumis au gouvernement le 14 mai une demande de relèvement de la taxe d'accise sur les VE entièrement importés à 32 %, contre 2 % pour les véhicules produits localement, au motif que produire localement coûte 30 à 40 % de plus qu'importer depuis la Chine. La coalition propose un quota d'importation plafonné à 10 % du volume de production locale et une exigence de contenu local portée à 80 %. En parallèle, le BOI a réuni le 13 mai des constructeurs chinois, japonais et européens (dont BYD, Isuzu, Bosch et Autoliv) pour promouvoir la Thaïlande comme hub régional de la mobilité électrique. Enfin, le gouvernement a ordonné des mesures d'urgence pour traiter la montée des plaintes de consommateurs liées aux VE. Entre 2024 et 2026, 1 348 plaintes ont été enregistrées et des poursuites civiles ont été engagées pour recouvrer 3,2 M USD (103 M THB) de dommages.

La Thaïlande cherche à conclure un accord commercial avec les États-Unis d'ici juillet 2026, sous pression des enquêtes Section 301

La Thaïlande fait face à deux enquêtes Section 301 lancées par le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) le 11 mars 2026 : l'une portant sur des surcapacités industrielles, impliquant 16 économies dont la Thaïlande ; l'autre sur l'importation de biens issus du travail forcé. La Thaïlande a soumis ses réponses aux deux enquêtes, contestant les allégations de transbordement dans les secteurs automobile, caoutchouc et machinerie, et indiquant qu'aucune preuve de travail forcé n'a été retenue. Dans ce contexte, la Thaïlande souhaite conclure les grandes lignes de l'Accord de commerce réciproque (ART) avant que ces enquêtes ne débouchent sur des sanctions, et s'est fixé pour cela juillet 2026 comme

échéance. Des auditions se sont tenues à Washington DC les 13 et 14 mai 2026. La vice-Première ministre et ministre du Commerce Suphajee Suthumpun s'est rendue à Washington du 3 au 6 mai pour des discussions avec l'USTR et le Département du Commerce. Les deux parties ont réaffirmé leur volonté d'accélérer les négociations. Les États-Unis ont conditionné leur flexibilité à un rééquilibrage commercial, via une hausse des investissements thaïlandais dans les secteurs de l'agriculture transformée et de l'énergie, et une augmentation de la part des matières premières américaines dans les chaînes d'approvisionnement. Les États-Unis sont le deuxième partenaire commercial de la Thaïlande après la Chine, avec des échanges bilatéraux de 93,6 Md USD en 2025 et un excédent commercial thaïlandais de 51,4 Md USD.

Philippines

48e Sommet de l'ASEAN à Cebu : priorité à la sécurité énergétique et alimentaire face à la crise au Moyen-Orient

Les Philippines, qui assurent cette année la présidence de l'ASEAN, ont accueilli du 6 au 8 mai à Cebu le 48e Sommet de l'organisation, premier sommet de dirigeants en présentiel de l'année. Dans un contexte marqué par le conflit au Moyen-Orient, le président Ferdinand Marcos Jr. a centré les discussions sur trois priorités : la sécurité énergétique, la sécurité alimentaire et la protection des travailleurs migrants. Les dirigeants du bloc ont notamment plaidé pour l'opérationnalisation de l'ASEAN Power Grid, visant à interconnecter les réseaux électriques régionaux, ainsi que pour une ratification rapide de l'ASEAN Petroleum Security Agreement (APSA) afin de faciliter le partage des approvisionnements pétroliers en cas de crise. Les échanges ont également porté sur la création d'un ASEAN Maritime Center aux Philippines et sur l'accélération des négociations autour d'un *Code of Conduct* juridiquement contraignant en mer de Chine méridionale – en projet depuis 2002 – d'ici fin 2026. A noter que, par souci de sobriété, Marcos avait préalablement ordonné de réduire le nombre d'événements et de basculer les réunions préparatoires en distanciel. Le 49e Sommet de l'ASEAN devrait néanmoins se tenir en novembre et réunir des partenaires clés du bloc, dont le Japon, les États-Unis, l'Australie, la Chine et l'Inde.

Adhésion de huit nouveaux pays, dont la France, au Luzon Economic Corridor

Le *Luzon Economic Corridor* (LEC) élargit sa portée au-delà du cadre initial de coopération tripartite entre les Philippines, les États-Unis et le Japon, alors que la France, l'Australie, le Danemark, l'Italie, la Corée du Sud, la Suède, le Royaume-Uni et le Canada ont annoncé rejoindre l'initiative. Lancé en avril 2024, le LEC constitue le premier corridor du Partenariat pour l'infrastructure et les investissements mondiaux (PGI) en Indo-Pacifique et vise à renforcer les

infrastructures de transport, les systèmes énergétiques et la connectivité numérique des principaux hubs économiques de Luzon. Les pays partenaires se sont engagés à mobiliser financements, assistance technique et soutien aux investissements privés, ainsi qu'à participer à des groupes de travail sectoriels. Dans ce cadre, la France a notamment prévu de participer au financement d'une centaine de ponts sur financement export et de soutenir un projet d'investissement privé dans le secteur aéronautique visant le renforcement des capacités industrielles à Clark.

Recul de -34,7 % en g.a. des flux nets d'IDE en janvier-février 2026

Selon les données préliminaires de la Banque centrale (BSP), les entrées nettes d'investissements directs étrangers (IDE) ont reculé de -34,7 % en g.a. sur les deux premiers mois de 2026 à 1,03 Md USD, dans un contexte marqué par le ralentissement de la croissance (+2,8 % au Q1 2026), la reprise de l'inflation et des incertitudes domestiques et internationales, alors même que le conflit au Moyen-Orient n'avait pas encore débuté. Cette contraction, qui fait suite à la baisse de 2025 (-17,1 % à 7,8 Md USD), s'explique principalement par le recul marqué des investissements dans les instruments de dette (-38,7 % en g.a. à 734 M USD). Les investissements en capitaux ont également diminué (-12,5 %, à 171 M USD), sous l'effet d'une baisse des nouveaux placements (-18 %, à 204 M USD), malgré un recul des retraits de capitaux (-39 %, à 32 M USD). Les bénéficiaires réinvestis ont par ailleurs enregistré une forte baisse (-32,2 %, à 128 M USD), après avoir pourtant progressé sur l'ensemble de l'année 2025. Sur la période, les placements en capitaux provenaient principalement du Japon (51 %), des Etats-Unis (38 %), suivis de loin par la Corée du Sud (4 %) et les Pays-Bas (3 %), et ont été principalement dirigés vers les secteurs manufacturier (53 %), de la finance et des assurances (22 %) et de l'immobilier (12 %).

Cambodge

Coopération durable du CIRAD au Cambodge

Le 11 mai, le ministre cambodgien de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche a reçu le directeur régional du CIRAD. Leurs échanges ont porté sur la modernisation agricole : renforcement des formations techniques, des recherches scientifiques et adoption de nouvelles technologies. Le CIRAD ambitionne également de développer un centre de formation de référence en Asie du Sud-Est pour l'agroécologie. Ce centre se situerait dans sa station de recherche à Kampong Cham, qui abrite déjà la première banque génétique du Cambodge pour les cultures de rente. Présent au Cambodge depuis 1996, le CIRAD y conduit actuellement 6 projets financés par l'AFD, l'ANR et l'UE. Ces projets, financés à hauteur de 6 M€EUR, couvrent notamment la restauration des sols, l'amélioration de l'hévéaculture, la réhabilitation d'infrastructures hydrauliques et la prévention des

maladies infectieuses. Le Cambodge est le 7ème pays bénéficiaire des projets du CIRAD dans le monde. La plupart de ces projets arrivant à terme cette année, cette rencontre vise aussi à en préparer de nouveaux.

L'aluminium, nouveau filon d'exportation ?

Les exportations cambodgiennes d'aluminium ont bondi de 431 % sur les quatre premiers mois de l'année (en g.a.). Elles ont atteint 180 M USD, portant leur part dans les exportations totales à 1,6 % (0,4 % sur la même période en 2025). Cette progression repose essentiellement sur l'exportation de déchets d'aluminium recyclés (boîtes, jantes, radiateurs...) à destination de [la](#) Corée du Sud, mais surtout de [la](#) Thaïlande. Cette forte hausse s'explique avant tout par l'arrêt des exportations en contrebande par voie terrestre (frontière fermée). Le principal produit du Royaume exporté vers son voisin transite donc par le port de Sihanoukville, où les douanes déclarent les échanges avec plus de précision. Mais le Cambodge souhaite aller au-delà du recyclage. Un projet d'usine de transformation d'aluminium – porté par un investissement chinois de 60 M USD – est en cours d'examen. Le Cambodge dispose aussi de réserves de bauxite inexploitées, estimées à 350 Mt.

Le Cambodge dit oui à l'électricité vietnamienne

L'Assemblée nationale du Cambodge a approuvé un projet de loi autorisant le gouvernement à garantir les paiements des importations d'électricité provenant du Vietnam. Officiellement, cette loi a deux objectifs : 1) assurer un approvisionnement stable ; 2) accroître la part des énergies renouvelables dans la production électrique nationale. Le premier objectif est légitime. Il vise à consolider les approvisionnements vietnamiens pour compenser l'arrêt des livraisons thaïlandaises. Dans ce contexte, un accord d'achat d'électricité a été signé en janvier 2026 entre ces deux pays. Le deuxième objectif présente plus de limites. Bien que le sud du Vietnam (qui approvisionne le Cambodge) soit excédentaire en électricité d'origine renouvelable, on ne peut exclure qu'une partie de l'électricité importée reste carbonée. Le risque est donc d'externaliser une partie des émissions cambodgiennes de GES, tout en verdissant sa production nationale. Les importations d'électricité depuis le Vietnam représentaient 5 % de la consommation nationale (1 191 GWh) en 2025.

Laos

Vers une première livraison de produits pétroliers russes pour atténuer la crise énergétique

Le Laos pourrait recevoir ses premières livraisons de produits pétroliers en provenance de Russie, a annoncé le 9 mai 2026 le vice-premier ministre russe Alexander Novak, lors d'un sommet à Moscou entre Vladimir Poutine et le président laotien Thongloun Sisoulith. Ce projet, encore à l'étude sur le plan logistique, prévoirait un acheminement via les ports vietnamiens, corridor récemment ouvert

par le Vietnam pour approvisionner le Laos, pays enclavé. Cette initiative intervient alors que le Laos traverse une grave crise de carburant, exacerbée par les tensions au Moyen-Orient et sa dépendance à 97 % aux importations de produits raffinés en provenance de Thaïlande. En mars 2026, plus de 1 000 des 2 538 stations-service du pays avaient fermé, les prix du diesel avaient doublé et des files d'attente s'étaient formées dans la capitale. Pour y faire face, le gouvernement avait réduit les taxes sur les carburants, déployé des services mobiles de distribution et encouragé le télétravail. Le Vietnam avait alors fourni 50 millions de litres de carburant en urgence et autorisé le transit de produits pétroliers via son territoire.

Le renforcement de la coopération trilatérale avec le Vietnam et le Cambodge au service de l'intégration économique sous-régionale

En marge du 48^e sommet de l'ASEAN, organisé à Cebu, le Premier ministre laotien Sonexay Siphandone a participé, le 8 mai, à une rencontre trilatérale avec ses homologues cambodgien et vietnamien, afin de renforcer la coopération économique entre les trois pays. Face aux incertitudes mondiales, à la hausse des coûts logistiques et aux tensions énergétiques, les discussions ont porté sur les infrastructures, l'énergie, le commerce transfrontalier et le tourisme. Sonexay Siphandone a souligné la nécessité de transformer l'amitié traditionnelle en moteur de développement et la proximité géographique en avantage stratégique de connectivité. Les dirigeants ont évoqué l'accélération des projets de connectivité, notamment les corridors routiers reliant le Laos aux ports vietnamiens, les infrastructures ferroviaires et les interconnexions énergétiques. Pour le Laos, ces projets doivent faciliter l'accès aux marchés régionaux et attirer davantage d'investissements. Les trois pays souhaitent aussi simplifier les procédures douanières et développer des liaisons aériennes directes pour stimuler les échanges touristiques et commerciaux.

Le barrage de Luang Prabang, entre enjeux énergétiques et risques pour le tourisme et l'environnement

Le Laos accélère la construction du barrage hydroélectrique de Luang Prabang, un projet de 3,5 Md USD développé en partenariat avec la Chine et la Thaïlande. Situé à 25 km en amont de la ville classée à l'UNESCO depuis 1995, le barrage d'une capacité de 1 460 mégawatts doit être achevé en 2027, bien que des sources évoquent un possible report à 2030. Le tourisme, qui représente 12 à 14 % du PIB laotien, pourrait être gravement affecté : Luang Prabang a accueilli 2,3 millions de visiteurs en 2024, générant 1,4 Md USD de recettes. Pourtant, les exportations d'électricité, principalement issues de l'hydraulique, ont rapporté 2,6 Md USD la même année, soit près du double. Certains experts alertent sur les conséquences

écologiques et sismiques du projet, le site se trouvant à moins de 10 km d'une faille active. L'UNESCO surveille de près l'impact du barrage, dont la construction a déjà entraîné le déplacement de villages et l'interdiction de pêche dans un rayon de 5 km. La Thaïlande, principale financière via EGAT, s'est engagée à acheter l'essentiel de l'électricité produite, malgré un excédent actuel. Les communautés locales, bien que compensées, dénoncent la perte de leurs moyens de subsistance et de leur patrimoine culturel.

Birmanie

Echange entre le thaïlandais PTTEP et le ministre l'Énergie birman concernant de nouveaux projets gaziers

Le 8 mai 2026, le ministre birman de l'Électricité et de l'Énergie, U Ko Ko Lwin, a rencontré le directeur général de l'énergéticien thaïlandais PTTEP à Naypyidaw. Les discussions ont porté sur le forage de nouveaux puits dans le projet offshore de Yadana, dont la production est en déclin, et sur le développement d'un projet offshore en eau profonde Block M-3 (Aung Theinkha) dans le golfe de Martaban. Ce projet, d'un montant de près de 2 Md USD, soutiendrait l'offre domestique de gaz, le ministre birman de l'Électricité et de l'Énergie visant un début de la production en 2028. Pour contexte, l'activité de PTTEP en Birmanie représenterait près de 50 % de la consommation électrique birmane, et 20 % de la consommation thaïlandaise en gaz naturel. Le site de Yadana est actuellement le plus important de Birmanie, mais sa production devrait ralentir à partir du milieu de la décennie, alors qu'il atteint la fin de son cycle de vie naturel, ayant été en production depuis plus de deux décennies.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Marie-Pauline GIRIN ; Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU)

Abonnez-vous : marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr ; donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr